Une explication de la crise conséquente, une nécessité pour se différencier des réformistes !

Au sein du NPA Jeunes deux grandes familles se revendiquant du marxisme donnent des explications de la crise du capitalisme contradictoires :

- Une que nous portons qui explique la crise par une loi fondamentale développée par Marx la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (BTTP). Elle repose sur la logique suivante : seul le travail crée de la valeur et une partie de cette valeur est extorquée aux travailleur.se.s par les capitalistes : c'est la plus-value. Poussés par la concurrence, les patrons remplacent leur main d'oeuvre par des machines pour faire des gains de productivité. Leur plus-value a donc tendance à baisser par rapport à leur capital investi, bref leur taux de profit baisse. Cette baisse engendre une baisse des investissements et grippe globalement l'économie. Pour sortir de leur crise, les capitalistes n'ont d'autres choix que de mettre en place des politiques d'austérité permettant de leur ouvrir de nouveaux marchés, ou de s'attaquer encore plus férocement aux salaires et conditions de travail redressant ainsi leur taux de profit. Par ailleurs pour vraiment relancer le système, une destruction de capital, par la destruction de nombre d'entreprises ou par des guerres est nécessaire.

- L'autre explication est sous-consommationniste portée par exemple par Olivier Besancenot dans les médias et dans ses productions (livre de 2012 : On a voté... et puis après). Elle explique que la crise du capitalisme serait issue des attaques des capitalistes contre les travailleur.se.s qui en baissant par exemple les salaires, baissent la consommation et ainsi grippent leur économie. Cette explication ouvre de fait la voie aux solutions prônées par les réformistes et Mélenchon. Car si c'est cela le problème, relancer l'économie, donner plus d'argent aux classes populaires serait bénéfique au capitalisme. Par ailleurs elle repose sur une idée sous-jacente et fausse que les capitalistes seraient incapables dans une logique court-termiste de mettre en place de politique capable de maximiser leur profit.

Mais plus largement nombres d'éléments historiques donnent tort à cette deuxième explication

De nombreux exemples historiques valident l'explication basée sur la BTTP

Dans des situations de crise, la gauche antilibérale, quand elle a été au pouvoir en France, n'a de fait mené de politique de relance ou de réductions des inégalités que poussée par les luttes sociales, ou par les pressions populaires. Politiques qui sous pression du bon fonctionnement capitaliste ont été de très courte durée et globalement annihilées. Le premier gouvernement à avoir été dans cette situation a été le Cartel de gauche en 1924. Et, dans une situation de crise, alors que son programme était composé de quelques revendications sociales, aucune n'a été appliquée notamment pressée par de nombreuses fuites de capitaux. Dans un autre contexte le front populaire en 1936 pour ne pas être dépassé par la grande grève de juin a mis en place des revendications importantes dépassant son programme. Mais alors que certaines n'ont pas été mises en place (40h), d'autres ont très rapidement été rattrapées par l'inflation (hausse de salaires) et une "pause sociale" a été décrétée dès 1937, poussée notamment par des fuites de capitaux. Un autre exemple est la politique mitterrandienne qui a duré un peu plus d'un an (entre 1981 et 1982) avant le tournant de la rigueur, là aussi imposé par la nécessité capitaliste.

Et puis, moins éloigné temporellement et plus géographiquement, l'expérience de Syriza en Grèce va aussi en ce sens. Alors que leur programme avait été abaissé à plusieurs reprises pour ne pas trop froisser la bourgeoisie (baisse des promesses sur l'augmentation du salaire minimum...), le système capitaliste, Union européenne comprise, a tout fait pour empécher sa mise en place et y est parvenu.

Un dernier exemple auquel il nous semble juste de tordre rapidement le coup a été largement repris durant la campagne présidentielle par les différents réformistes. C'est le cas du Portugal avancé largement comme LA preuve qu'une politique de relance permettrait une reprise de l'économie capitaliste. La réalité c'est que le pays a connu une récession très importante amenant des destruction de capitaux accompagné d'attaques majeures contre les travailleur.se.s. Que la reprise relative de sa croissance vient de là, et que l'actuelle politique mené par le PS n'est pas une véritable politique de relance. Aucun miracle donc.

Camarades réformistes, il n'y a pas d'alternative à l'anti-capitalisme et à la révolution !

S'armer de cette analyse de la crise, appuyée sur ces nombreux exemples historiques nous semble important, notamment dans nos débats avec les pans de notre classe influencés par le réformisme. Car puisque cette analyse est juste, aucune politique réformiste conséquente ne peut avoir lieu dans le cadre d'un capitalisme en crise. Donc si nous sommes en face de réformistes sincères elle peut nous permettre d'expliquer que pour améliorer les conditions de vie de notre classe, il n'y a pas d'alternative à l'anticapitalisme. A nous d'articuler cela à notre stratégie révolutionnaire !

Martin (TCJ), Antoine (TCJ), Tom (TCJ), le 29 mars 2018